



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 21 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Océalia (site de Civray)

51 rue Pierre Loti
16100 Cognac

Références : 2025 1298 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 octobre 2025 dans l'établissement Océalia implanté 2 rue Georges Bonneau 86400 Civray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Océalia
- 2 rue Georges Bonneau 86400 Civray
- Code AIOT : 0007203176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les sociétés coopérative agricole Civray-Capsud et Alicoop ont été autorisées par arrêté préfectoral du 5 mai 2008 à exploiter une usine d'aliments pour animaux et des stockages de céréales, d'engrais et d'hydrocarbures liquides et liquéfiés. La coopérative Civray-Capsud est devenue ensuite COREA Poitou-Charentes, seul exploitant administratif du site depuis l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2015.

Un changement d'exploitant a été déclaré le 17 octobre 2017 au bénéfice de la société coopérative agricole Océalia suite à la fusion intervenue le 10 décembre 2015 entre les coopératives COREA PC et CHARENTES ALLIANCE.

L'inspection doit permettre de s'assurer que les installations de l'usine d'aliments, les stockages de céréales, d'engrais et produits phytopharmaceutiques sont exploités conformément aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Découplage	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 8.5.5
3	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.1.1
4	Auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
5	Dépoussiérage des installations	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 8.5.9
6	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
7	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les points contrôlés font état de résultats conformes aux attendus. Les vérifications des installations électriques seront complètes lors de la coupure générale et les rapports qui en découleront envoyés à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, électriques
Prescription contrôlée : [...] <i>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i>• <i>l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; [...]</i>
Constats : L'exploitant présente à l'inspection les rapports de vérification des installations électriques suite aux contrôles de DEKRA datant du 12 février 2025 qui sont sans observations pour la partie Silo.

<p>L'attestation Q18 est présentée et conclue à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion</p> <p>L'attestation Q19 datant du 07 octobre 2025 émise par Dekra est sans observation.</p> <p>Pour la partie usine, le rapport du 13 février 2025 émis par Bureau Véritas faisait état de 28 observations dont 22 levées le 11 octobre 2025 par Sedema.</p> <p>Les dernières observations seront levées lors de la coupure générale de tout l'établissement (Silo et Usine).</p> <p>Une coupure générale a été effectuée le 11 octobre par l'organisme Sedema afin de finaliser le contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira le rapport de vérification des installations électriques complet (Silo et usine) suite au contrôle complémentaire avec la coupure générale</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Découplage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 8.5.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Découplage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</i></p> <p><i>Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur. Cela peut-être l'une ou plusieurs des mesures telles que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;</i> <i>réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;</i> <i>résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;</i> <i>résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.</i> <p><i>Les mesures de protection suivantes contre les risques d'explosion, justifiées dans l'étude des dangers, doivent être réalisées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Silo vertical métallique de la coopérative</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>découplage de la fosse de réception attenante au silo ;</i> <i>évent d'explosion sur le cyclofiltre débouchant en façade extérieure de la tour de manutention ;</i> <i>écluse alvéolaire formant découplage entre le filtre et la benne à déchets de poussières ;</i> <i>découplage entre la fosse de l'élévateur E4 et la galerie nord sous cellules par une porte étanche ; [...]</i>
<p>Constats :</p>

Le jour de l'inspection, tous les systèmes de découplage (portes, trappes etc.) et les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits (signalétique) sont en place et fonctionnels.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : <i>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</i>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant met à disposition de l'inspection un registre informatique des stocks. Ce registre informatique est mis à jour à chaque mouvement dans les stocks entrées/sorties et à disposition permanente des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</i>
Constats : Les températures des produits stockés sont contrôlées périodiquement par des sondes afin d'éviter les phénomènes d'auto-échauffement. Les sondes sont vérifiées par la maintenance quand les cellules sont vides (comparaison entre température intérieure et extérieure). En cas de phénomènes d'auto-échauffement, un rappel est fait sur les téléphones portables des responsables des sites. Les procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours. Le jour de l'inspection, un registre des relevés de contrôle de température fixe par cellule est présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dépoussiérage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 8.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage
Prescription contrôlée : <i>Les filtres finaux captant les poussières sont équipés chacun d'évents dimensionnés selon les règles de l'art en vigueur et débouchant dans des zones peu fréquentées. Le stockage des poussières récupérées est implanté dans des cellules extérieures aux capacités de stockage de céréales et distinctes de ces dernières. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés.</i>
Constats : Le jour de la visite, les locaux et cellules sont propres. Les filtres finaux sont équipés d'évents. Les systèmes d'aspiration centralisé de poussière est visible à chaque étage. Le stockage des poussières récupérées (benne bâchée) est implanté à l'écart dans un local clos. Les filtres sont nettoyés tous les ans et remplacés à neuf tous les 5 ans. La maintenance de ces derniers a été incluse dans le cahier de maintenance préventive en 2022 après la visite d'inspection. Le cahier de maintenance préventive 2025 est analysé, il détaille toutes les parties et les matériels du site contrôlés et réparés en cas de besoin. Le registre de nettoyage des locaux et cellules est présenté par l'exploitant et démontre la régularité des interventions. Les travaux de nettoyage en hauteur (murs et charpente) sont effectués par SMITH entreprise spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant remet le rapport de vérification des équipements contre la foudre datant du 30 avril 2025 émis par PM expertise qui conclut que l'installation est conforme aux normes en vigueur et à l'étude technique foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : <i>L'article 2 de l'arrêté complémentaire n° 2019-DCPPAT/BE-002 du 2 janvier 2019 remplace l'article 1.2.1 de l'AP d'autorisation d'exploiter du 5 mai 2008 et modifie le classement comme suit :</i> <ul style="list-style-type: none">• 2160.2a (stockage de céréales) : autorisation pour a 24 330 m³ ;• 3645.2 (traitement et transformation de matières premières végétales) : autorisation pour 500 t/j ;• 2175 (stockage d'engrais liquide) : déclaration pour 480 m³ ;• 2910.A (installation de combustion) : déclaration pour 1,562 MW ;• 4702.II/III.b (stockage d'engrais solides) : déclaration pour 1 250 t ;• 4718.2b (stockage de gaz inflammables liquéfiés) : déclaration pour 257, t.
Constats : La situation administrative reste inchangée. L'exploitant confirme l'absence de stockage d'engrais en vrac et en conditionnement (Big-Bag).
Type de suites proposées : Sans suite